



Ville de Bayonne
Direction des affaires juridiques,
règlementation commerciale et accueil
Service commande publique

BAYONNE

Nos réf. EC/ND

Objet : Location montage et démontage de matériel de sonorisation et d'éclairage avec les prestations associées à l'occasion de l'édition 2025 des Fêtes de Bayonne

Madame, Monsieur,

La Ville de Bayonne lance une consultation en vue de la location, le montage et le démontage de matériel de sonorisation et d'éclairage avec les prestations associées à l'occasion de l'édition 2025 des Fêtes de Bayonne.

La consultation concerne la sonorisation et l'éclairage d'animations diverses.

Elle se décompose en plusieurs lots :

LOT 1 : les animations diverses des Fêtes

LOT 2 : la Journée des Enfants

LOT 3 : la scène de la place Paul-Bert

LOT 4 : la scène, le protocole et le corso de la place de la Liberté

LOT 5 : la scène de la place de la République

Les variantes sont interdites.

Si cette consultation vous intéresse, vous voudrez bien, sur la base du dossier ci-joint, faire parvenir votre meilleure proposition.

MODE DE PASSATION

La procédure utilisée est une procédure adaptée ouverte. Elle est soumise aux dispositions des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du code de la commande publique.

TYPE DE CONTRAT

Marché ordinaire

CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DES PLIS

Transmission par voie électronique :

Les offres seront transmises directement par le biais du profil d'acheteur à l'adresse URL suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=600059&orgAcronyme=i0r64>

Le pli doit contenir deux dossiers distincts comportant respectivement les pièces de la candidature et les pièces de l'offre définies à la présente lettre de consultation.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01:00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si plusieurs offres sont transmises successivement par le même candidat, **seule la dernière offre transmise dans le délai imparti est prise en compte par l'acheteur**. Il doit par conséquent contenir l'ensemble des pièces exigées au titre de la présente consultation.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique (CD-ROM, DVD-ROM, clé usb) ou sur support papier. Cette copie doit être placée dans un pli portant la mention « copie de sauvegarde », ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée. Elle est ouverte dans les cas suivants :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans le pli transmis par voie électronique ;
- lorsque le pli électronique est reçu de façon incomplète, hors délai ou n'a pu être ouvert, à condition que sa transmission ait commencé avant la clôture de la remise des plis.

La copie de sauvegarde peut être transmise ou déposée à l'adresse suivante :

Ville de Bayonne
Hôtel de Ville – service commande publique (3^{ème} étage)
1, avenue Maréchal Leclerc
64100 BAYONNE

Les formats électroniques dans lesquels les documents peuvent être transmis sont les plus couramment utilisés.

L'organisation et le nommage des fichiers attendus par le pouvoir adjudicateur est le suivant :

DSEA25_06_AE
DSEA25_06_MEMOIRE
DSEA25_06_DPGF
DSEA25_06_Candidature

Chaque document pour lequel une signature est requise doit faire l'objet d'une signature électronique au format XAdES, CAdES ou PAdES. La signature électronique du pli ne vaut pas signature des documents qu'il contient.

Conformément à l'arrêté du 22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique, la signature doit être une signature avancée reposant sur un certificat qualifié, tel que défini par le règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 sur l'identification électronique et les services de confiance pour les transactions électroniques (eIDAS). Toutefois, les certificats de signature de type RGS demeurent valables jusqu'à leur expiration.

Le certificat de signature qualifié est délivré par un prestataire de service de confiance qualifié répondant aux exigences du règlement eIDAS. Une liste de prestataires est disponible sur le site de l'ANSSI (<https://www.ssi.gouv.fr/>). Il peut aussi être délivré par une autorité de certification, française ou étrangère. Le candidat devra alors démontrer son équivalence au règlement eIDAS.

Le candidat qui utilise un autre outil de signature que celui du profil d'acheteur, ou un certificat délivré par une autre autorité de certification, doit transmettre gratuitement le mode d'emploi permettant la vérification de la validité de la signature.

Dans le cadre de la présente consultation, la signature électronique du contrat par l'attributaire est acceptée, sans toutefois être obligatoire.

Pour signer électroniquement, le candidat peut utiliser l'un des trois formats de signature autorisés par la réglementation (XAdES, CAdES ou PAdES). Le pouvoir adjudicateur préconise toutefois l'utilisation d'une signature électronique au format pAdES. Après attribution, dans le cas où les offres ne peuvent être signées numériquement, les candidats sont informés que l'offre électronique retenue sera transformée en offre papier, pour donner lieu à la signature manuscrite de l'accord-cadre par les parties.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge des candidats.

Transmission sous support papier

La transmission des plis par voie électronique est imposée pour cette consultation. Par conséquent, la transmission par voie papier n'est pas autorisée.

Les plis devront parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées ci-dessous :

Au plus tard le **mardi 10 juin 2025 à 15 Heures**

CONDITIONS DE PARTICIPATION

L'acheteur public n'impose aucune forme.

CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation des entreprises (DCE) contient les pièces suivantes :

- Lettre de consultation
- AE valant CCAP
- CCTP
- Cadre mémoire
- DPGF
- Formulaires DC1, DC2.

Il est téléchargeable gratuitement par les candidats sur la plateforme à l'adresse :
<https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=600059&orgAcronyme=i0r64>

PIÈCES A FOURNIR

L'ensemble des documents sera rédigé en langue française. A l'appui de votre proposition, vous voudrez bien fournir les renseignements suivants :

1. Au titre des candidatures

Situation juridique	A signer
Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner	non
Capacités économiques et financières	
1° Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;	non
Capacités techniques et professionnelles	
1° Une liste des principales livraisons effectuées ou des principaux services fournis au cours des trois dernières années ou, pour les marchés publics de défense ou de sécurité, au cours des cinq dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Le cas échéant, afin de garantir un niveau de concurrence suffisant, l'acheteur peut indiquer que les éléments de preuve relatifs à des produits ou services pertinents fournis il y a plus de trois ans seront pris en compte. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;	non
2° Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché public ;	non

2. Au titre des offres

Libellés	Signature
1. L'attri 1	Non
2. La décomposition du prix global et forfaitaire	Non
3. Le mémoire technique sur la base du cadre fourni	Non

EXAMEN DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Avant de procéder à l'examen des candidatures, s'il apparaît que des pièces du dossier de candidature sont manquantes ou incomplètes, le pouvoir adjudicateur peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces dans un délai maximum de 3 jours.

Les candidatures conformes et recevables seront examinées, à partir des seuls renseignements et documents exigés dans le cadre de cette consultation, pour évaluer leur situation juridique ainsi que leurs capacités professionnelles, techniques et financières

ATTRIBUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du Code de la commande publique et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière ou inacceptable pourra être régularisée pendant la négociation, et que seule une offre irrégulière pourra être régularisée en l'absence de négociation. En revanche, toute offre inappropriée sera systématiquement éliminée. Toute offre demeurant irrégulière pourra être régularisée dans un délai approprié.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères	Pondération
1-Prix des prestations	60.0%
2- Planning d'exécution	30.0%
3- Performances environnementales	10.0%

Modalités de notation du critère prix

60 points au prix le plus bas

Autres notes : 60 (p mini/p proposé)

Éléments permettant de juger les offres sur le critère planning

Ces éléments sont détaillés dans le cadre de mémoire technique

Éléments permettant de juger les offres sur le critère performances environnementales

Ces éléments sont détaillés dans le cadre de mémoire technique

Précisions quant à la négociation :

Après examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'entamer une négociation avec les candidats ayant présenté une offre, dans le respect des principes de liberté d'accès à la commande publique, d'égalité de traitement des candidats et de transparence des procédures.

La négociation peut porter sur tout objet utile à l'acheteur public pour choisir l'offre économiquement la plus avantageuse, notamment sur le prix, mais elle n'aura pas pour effet de modifier l'objet du marché.

Le pouvoir adjudicateur pourra toutefois attribuer le contrat sur la base des offres initiales, sans négociation.

La négociation sera menée par le biais du profil d'acheteur ou en présentiel.

DIVERS

Pour tout renseignement complémentaire concernant cette consultation, les candidats transmettent impérativement leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, dont l'adresse URL est la suivante : <https://demat-ampa.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=600059&orgAcronyme=i0r64>

Cette demande doit intervenir au plus tard 8 jours avant la date limite de réception des offres.

Une réponse sera alors adressée, à toutes les entreprises ayant retiré le dossier ou l'ayant téléchargé après identification, 5 jours au plus tard avant la date limite de réception des offres.

La durée de validité des offres est de 6 mois.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Par délégation du maire
Laure Honoré
Directrice affaires juridiques,
réglementation commerciale, accueils

PJ : dossier de consultation
- Attri 1 valant CCAP
- CCTP par lot
- DPGF par lot
- Cadre de mémoire technique par lot
- Formulaires DC1 DC2